



François Godement,
Directeur pour
la stratégie
d'Asia Centre

Asia Centre a organisé en mai dernier, dans le cadre du EU-Korea Institute (EKI) et avec le soutien de la Commission européenne, un séminaire intitulé « Paix et sécurité sur la péninsule coréenne ». La première session – sur les incertitudes de la transition au pouvoir en Corée du Nord – a mis l'accent notamment sur les continuités et la réussite de la succession. Kim Jong-Il avait préparé cette succession en plaçant notamment des hommes de confiance au Bureau politique. Kim Jong-Un est un personnage plus pragmatique que son père et son arrivée au pouvoir coïncide avec une réaffirmation du Parti par rapport à l'Armée, et la reconnaissance publique de problèmes économiques. La priorité de Kim Jong-Un apparaîtrait donc comme le redressement économique du pays. La seconde session portait sur l'avenir de la politique de contre-prolifération. L'accord dit du « Leap Day » (29 février 2012) a été rapidement annulé et il semble évident que le gouvernement nord-coréen ne pouvait qu'être conscient que le lancement d'un missile balistique serait reçu comme une violation de son engagement. L'administration américaine a cependant semblé divisée sur la marche à suivre. La situation a rapidement évolué avec le voyage-éclair à Pyongyang d'un émissaire de haut niveau

qui aurait recueilli une nouvelle assurance, celle de ne pas procéder à un essai nucléaire. La troisième session et la table-ronde finale ont évoqué le rôle des partenaires internationaux des deux Corée et l'implication de l'Union européenne a été débattue. Celle-ci repose sur trois perceptions : celle du risque planant sur la région extrêmement dynamique de l'Asie du Nord-est ; l'attachement absolu de l'UE au Traité de non-prolifération et les risques de « contamination » entre l'attitude de la Corée du Nord et celle de l'Iran ; les questions humanitaires et des droits de l'homme. Au total, l'UE maintient une politique d'engagement critique, tout en faisant savoir à la Corée du Nord qu'une ouverture de la part de cette dernière permettrait un engagement européen plus grand. L'UE souhaite aussi être associée aux décisions internationales, et pas seulement à la phase de paiement après des accords éventuels. Un débat a examiné si un engagement commercial plus important de l'UE en-dehors des domaines sous sanctions directes, ne serait pas dans l'intérêt d'une évolution pragmatique de la part de la Corée du Nord : la quasi-exclusivité chinoise dans le domaine commercial, et le cas birman, ont été cités en exemples.

AGENDA



6 et 7 juin 2012 : Le vent du changement sur la sécurité énergétique chinoise ? Tables rondes de l'énergie à Pékin Face aux défis énergétiques posés par le développement économique de la Chine, le gouvernement chinois a fait le pari du renouvelable dans le XIIème plan quinquennal et fixé un objectif de 15% d'énergie primaire non fossile dans le bouquet énergétique chinois pour 2020. Ce séminaire cherchera notamment à évaluer les implications de cette politique vis-à-vis des enjeux cruciaux de sécurité énergétique auxquels la Chine doit faire face.



8 juin 2012 : La politique extérieure chinoise et le principe de non-intervention, crépuscule ou renouveau ? Séminaire de l'Observatoire Chine Depuis le milieu des années 1990, la Chine a fortement développé ses relations diplomatiques et renforcé sa participation au sein des organisations multilatérales clés. Si la capacité de la Chine à assumer ses responsabilités internationales est parfois entravée par son attachement historique au principe de « non-ingérence », de nos jours, les intérêts globaux grandissants de la Chine rendent difficile le maintien de cette même politique. Ainsi, cette conférence vise à interroger la valeur et l'avenir de ce principe : dans quelle mesure est-il encore viable et quelles alternatives sont développées en Chine ?



26 juin 2012 : L'après Rio +20, Quelles priorités environnementales pour les émergents d'Asie ?, Séminaire du Programme Régulation et gouvernance économiques Quelques jours après la conférence de Rio, Asia Centre organisera en partenariat avec la Direction générale de la mondialisation du Ministère des Affaires étrangères une conférence pour dresser un bilan de la politique des émergents asiatiques à l'égard des impératifs de développement durable, mais aussi pour déterminer les perspectives énergétiques et écologiques de ces pays. Où en sont les grands émergents, et comment se situent-ils face aux positions européennes ?



3 juillet 2012 : Questions sur une transition chinoise, Petit déjeuner éco avec François Godement Bientôt plus d'informations sur notre site internet.

BRÈVES

Asia Centre en bref Une nouvelle plaquette haute en couleurs vous offre un aperçu concis des principales activités d'Asia Centre, ses axes de recherche et programmes en cours, son équipe et ses partenaires.

China Analysis : appel à contribution Avec 37 numéros depuis 2005 et quelque 3 700 lecteurs, *China Analysis* est l'unique revue en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources en langue chinoise. Une vingtaine d'auteurs, spécialistes des études politiques, économiques et sociales chinoises, y contribue régulièrement. Vous pouvez les rejoindre en soumettant vos articles à l'équipe de rédaction : sont valorisés ceux qui font ressortir un débat actuel en Chine ou à Taïwan et qui potentiellement mettent en avant des recommandations politiques.

Asia Centre a tenu son deuxième Petit déjeuner énergie Alors que les experts d'Asia Centre ont produit des rapports et études sur l'efficacité énergétique dans l'Asie émergente, notamment en Chine, le cas de l'Inde qui fait coexister système démocratique et forte centralisation est très spécifique. Le Dr Ajay Mathur (Directeur Général, Bureau de l'Efficacité énergétique, New Delhi) a abordé lors de cette réunion les mesures prises par l'Inde dans la recherche de nouvelles ressources, mais aussi d'une meilleure efficacité énergétique.

Nos experts dans les forums de débats d'idées Le groupe de presse économique et financière L'AGEFI a lancé récemment des forums de discussion auxquels Jean-François Di Meglio et Romain Lafarguette contribuent régulièrement. Le site Atlantico propose des décryptages des tendances et événements marquants de l'actualité. Un papier rédigé par le président d'Asia Centre sur la réorganisation de l'économie chinoise y a été dernièrement publié. Sophie Boisseau du Rocher a pour sa part fourni au Clingendael Asia Forum une analyse de la politique européenne en Birmanie. Enfin, François Godement analyse la stratégie économique de la Chine en Europe centrale dans un papier publié sur le site E!Sharp.



Vues du Japon sur la réforme des universités, la réélection de Vladimir Poutine et l'actualité nord-coréenne *Japan Analysis n°26*

Comme chaque année en avril, la nouvelle année scolaire commence au Japon. Toutefois, l'annonce faite par l'université Tôdai de commencer l'année universitaire en septembre afin de correspondre aux rythmes des établissements nord-américains et européens a fait beaucoup couler d'encre, tant la généralisation d'un tel changement de calendrier pousserait aussi à la refonte des modalités de recrutement des diplômés dans les secteurs publics et privés. L'actualité internationale est marquée par la succession de Kim Jong-Il en Corée du Nord et la réélection contestée de Vladimir Poutine à la présidence de la Russie, dont les effets sur les relations du Japon avec ses voisins se doivent d'être analysés.



2012 : Le dragon chinois et les trois démons Note d'actualité de Benoît Vermander

L'automne 2012 verra le retour d'un rite quinquennal : le congrès du Parti Communiste Chinois. Il revêtra une importance particulière, puisqu'un changement complet de personnel interviendra à cette occasion. Une génération de technocrates formée en Chine ou dans les pays de l'Est sera remplacée par une équipe influencée par des contacts plus précoces avec les Etats-Unis. Mais suivra-t-elle pour autant une politique plus libérale ?



Le TPP et la politique européenne en Asie de l'Est Note du Programme Régulation et gouvernance économiques de Patrick Messerlin

Né fin 2008 d'une volonté américaine de reprendre l'initiative commerciale en Asie de l'Est, le projet de « Trans-Pacific Partnership » (TPP) donne un net avantage aux Etats-Unis qui prolongent ainsi leur politique étrangère du « pivot » et pare les avancées de la Chine dans la zone. Il vient également accentuer le retard qu'ont pris l'Union Européenne et ses Etats membres dans leurs partenariats avec les pays de la région. Quelles sont alors les options de l'Europe face aux évolutions à venir ?



China and the Global Financial Crisis A Comparison with Europe

Ouvrage à paraître le 11 juillet 2012 à Routledge

Cet ouvrage, qui se base sur les études et analyses de la conférence tenue à Hong Kong en 2010 et organisée conjointement par Asia Centre, la Hong Kong Baptist University et le Centre d'Études Français sur la Chine contemporaine, étudie la réponse de la Chine à la crise financière globale de 2007-2008 et son rôle de plus en plus central dans l'économie mondiale. Quelles sont les mesures que la Chine a prises pour surmonter la crise et quelles sont les pressions exercées par les autres pays pour que la Chine prenne des mesures propres à stimuler la relance de l'économie mondiale ?



Les tendances de la sécurité publique en Chine *China Analysis n°38 - A paraître*

Bientôt plus d'informations sur notre site internet.

Crise de légitimité politique en Chine

La chute spectaculaire de Bo Xilai, l'ambitieux patron de la ville de Chongqing, et les accusations de meurtre portée contre sa femme ont provoqué un véritable tremblement de terre politique à quelques mois du 18e congrès du Parti communiste chinois. Si les conséquences à long terme de cette crise politique sans précédent restent impossibles à évaluer, Jean-Pierre Cabestan, dans une tribune pour *Le Monde*, se propose d'en tirer des enseignements à la fois sur la nature du régime chinois et sur sa stabilité. Dans un papier publié par l'ECFR et repris en partie par *Les Echos*, François Godement analyse les choix que les nouveaux dirigeants chinois auront à faire au lendemain de cette crise.

Un missile à longue portée qui renforce le poids géopolitique de l'Inde

New Delhi a effectué avec succès, ce jeudi 19 avril, le premier tir d'essai d'un missile à longue portée à capacité nucléaire. Pouvant atteindre une cible située à 5 000 kilomètres, le missile Agni V permet à l'Inde de rejoindre le club des puissances disposant officiellement d'une telle arme (États-Unis, Chine, Russie, France et Royaume-Uni), mais aussi d'accroître sa force de dissuasion face à son grand rival chinois. Jean-Luc Racine analyse pour France 24 et France Culture les enjeux de cette performance technologique.

Pékin montre ses muscles en mer de Chine du Sud

L'exercice naval conjoint entre les Philippines et les Etats-Unis qui s'est déroulé le 25 avril sur les rivages de l'île philippine de Palawan a rappelé encore une fois les tensions qui subsistent en Mer de Chine du Sud. Quelles répondent à des considérations historico-culturelles ou au désir de maîtriser les nombreuses ressources de la zone maritime, les revendications de Pékin dans la région inquiètent ses voisins et l'autre puissance présente sur place, les Etats-Unis. Quelle interprétation donner aux signaux contradictoires que la Chine envoie ? Interviewé par *Le Monde*, Jean-Pierre Cabestan participe au décryptage de la stratégie chinoise en Mer de Chine du Sud.